

Comment la crise grecque ébranle-t-elle l'Europe?

CATHERINE MOUREAUX

Députée PS
à la Région
bruxelloise et
à la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

■ Il apparaît de plus en plus clairement aux citoyens européens qu'ils sont exclus d'une part importante du processus de décision. Comme dans le film de science-fiction "La Matrice", ils commencent à entrevoir une réalité qui leur était occultée jusque-là.

Dans la lutte qu'il incarna de la démocratie contre la "dettocratie", et même dans la défaite qui semble consommée, Alexis Tsipras rappelle la figure de Néo, ce personnage de fiction dont le combat inégal contre "La Matrice" va permettre progressivement d'en saisir les contours et d'en percevoir la teneur. Dans le film de science-fiction de 1999 réalisé par les frères Wachowski, la réalité est occultée et les humains sont gardés sous contrôle dans un monde virtuel. Il est plaisant de relever que la philosophie de ce chef-d'œuvre populaire du septième art semble inspirée de l'allégorie de la caverne de Platon : le penseur grec avait déjà imaginé, il y a quelque 25 siècles, cette allégorie de l'humanité enchaînée et incapable de percevoir autre chose que l'ombre de la réalité.

Bien sûr, l'analogie est grossière et, prise au premier degré, facilement réfutable. Il suffit d'expliquer que les machines ne dominent pas le monde, et qu'à l'ère des médias de masse, tout le monde a la liberté de s'informer et de poser des choix en connaissance de cause. Il n'empêche que la crise grecque a tout de même eu le mérite de mettre la lumière sur des institutions et des logiques "matricielles".

Décision à Bruxelles, Berlin ou Francfort

Aujourd'hui, les citoyens européens dans leur grande majorité sont convaincus de vivre dans un système démocratique. Ils sont un peu moins nombreux à se reconnaître dans les dirigeants qu'ils ont élus et qui les représentent. Et, depuis la crise dite de la dette souveraine à la fin de la

première décennie du XXI^e siècle, il

leur apparaît de plus en plus qu'ils sont exclus d'une part importante de la prise de décision. En effet, les Etats du sud de la zone euro ont progressivement été mis sous la tutelle de structures technocratiques, dont la finalité est la stabilité de la monnaie unique. Or, celles-ci ne conçoivent le salut de l'euro que par l'application de politiques d'austérité. Des pays comme la Grèce, mais aussi l'Espagne et le Portugal, ploient désormais sous le joug d'un néocolonialisme économique; c'est aujourd'hui clairement à Bruxelles, Berlin ou Francfort que les centres de décision se trouvent.

Beaucoup de choses ont été écrites par des experts plus autorisés que moi sur l'austérité et le fait qu'elle peut être un facteur aggravant de la détérioration de l'économie. Je n'ai pas la prétention d'apporter de nouveaux éléments de réflexion par rapport à l'analyse de différentes sommités comme Krugman ou Stiglitz. Par contre, je tiens à mettre en exergue les douloureux soubresauts causés par l'agonie démocratique vécue par le Vieux Continent. Les électeurs grecs savent maintenant que s'ils votent Papan-dreou, Samaras ou Tsipras, ce sera en définitive Dijsselbloem, Merkel ou Schäuble qui décideront de leur destinée. Cette assertion est implacable, même si quelques belles âmes pourront s'insurger en disant que les Grecs sont en partie responsables de la situation dramatique de leur pays et qu'il ne tient qu'à eux de sortir de l'euro, s'ils ne veulent pas accepter les "propositions" de la tutelle. Quel démocrate digne de ce nom pourra arguer sérieusement que des choix passés en matière de politiques publiques, choix certes critiquables, justifient la confiscation fût-elle partielle de la souveraineté populaire ?

Les faucons de l'Eurogroupe ont-ils voulu également envoyer un signal aux électeurs espagnols ? Leur indiquant que si, en novembre, ils auront bien formellement le choix entre Rajoy, Sánchez et Iglesias, la politique suivie lors de la législature à venir sera celle décidée par Dijsselbloem, Merkel et Schäuble. Ce qui se joue en ce moment, c'est peut-être ni plus ni moins que le rétablissement du suffrage censitaire au niveau européen où les voix des électeurs espagnols ou grecs comptent moins que celles des Alle-

mands ou des Finlandais.

Intervention américaine

Tsipras avait-il le choix ? Non, si l'on considère que l'opinion publique grecque n'était pas prête à accepter une sortie de l'euro. Le gouvernement a tenté de combiner le respect de ses promesses électorales généreuses et le maintien coûte que coûte dans un cadre très étiqué - l'euro. Le combat était sans doute perdu d'avance. Peut-être aurait-il vraisemblablement dû élargir le champ des possibles en envisageant de sortir du cadre. Mais on touche ici à un des fondements de l'illusion démocratique européenne, une autre partie, assez efficace, de la "Matrice".

Pendant des années s'est propagée l'idée dans les opinions publiques des Etats de l'Union européenne que l'Europe est intrinsèquement porteuse de paix et de développement. Il n'est donc pas évident que les populations soient en capacité de constater que le modèle social européen tant vanté s'est progressivement converti en un paradigme néolibéral européen qui effraie jusqu'aux économistes libéraux des Etats-Unis, pays souvent considéré comme la référence en matière de capitalisme. On peut d'ailleurs se demander si l'intervention américaine n'a pas été décisive dans l'humiliant "sauvetage" de la Grèce qui se dessine. Obama et son Secrétaire d'Etat au Trésor, Jack Lew, sont en effet intervenus à plusieurs reprises pour plaider en faveur du maintien de la Grèce dans la zone euro. Sans doute ne voulaient-ils pas que la Russie, qui avait fait offre de service, prenne la main sur le dossier ?

Cette considération nous éloigne du sujet, mais elle met du plomb dans l'aile de ceux qui voient en la construction européenne la perspective de l'émergence d'un contre-poids aux USA... Autre rebord de la "Matrice" ?

Une dynamique de conquête sociale

Et maintenant ? Cela ne sert à rien d'accabler le gouvernement grec qui, tel le poisson dans la nasse, a

essayé de faire bouger les lignes en Europe. Il faudra suivre l'évolution du dossier dans les jours qui viennent et en particulier comprendre si des avancées peuvent être ou ont été engrangées pour ce qui est de la restructuration de la dette, ce qui était la première des priorités de Tsipras. Aujourd'hui il ne s'agit pas de faire le choix entre le nationalisme et l'europhisme, car il a été démontré qu'ils sont tous deux franchement compatibles avec l'aliénation. Mais bien de mettre en

place une dynamique de conquête sociale pour permettre aux travailleurs de se réapproprier la prise de décision.

Car nous ne sommes pas dans l'univers de la "Matrice"... Il n'y a pas de "pilule rouge" qui permet de voir la réalité telle qu'elle est ! Par contre, au travers de luttes, en tirant les enseignements des victoires comme des défaites, on peut jauger des forces et faiblesses de l'ennemi et espérer le défaire.

A lire sur lalibre.be



"La tragédie grecque n'a de sens que si elle sert de levier à un ancrage politique de l'euro. Le sauvetage de la Grèce doit conduire au

sauvetage de l'euro." Une opinion de PIERRE DEFRAIGNE, Directeur exécutif du centre Madariaga-Collège d'Europe.

■ Le caractère irréversible de l'Europe a été secoué par la perspective d'un Grexit. Il n'en fallait pas plus pour réveiller nos craintes.

L'aventure européenne n'est-elle donc pas éternelle ?

PAUL NIHOUL

Professeur de droit européen à l'Université catholique de Louvain.

Au-delà d'une opposition politique, les discussions entre les ministres des Finances, et entre les chefs d'Etat et de gouvernement, ont mis en lumière un enjeu émotionnel face à l'éventualité d'un Grexit. Pour bien comprendre cet enjeu, il faut se rappeler que, depuis sa fondation, l'Union européenne a connu une expansion continue. Sur le plan politique, avec l'accroissement des compétences attribuées à ses institutions. Et sur le plan géographique, avec l'élargissement des territoires où s'appliquent ses règles.

Cette évolution a nourri l'idée que l'Europe ne s'arrêterait pas en chemin. Dans notre imaginaire, il y a eu d'abord le récit fondateur d'une réconciliation, à l'origine jugée impossible, entre des nations qui avaient juré de se détruire : l'Allemagne et la France. Puis, le récit a été nourri par les élargissements connus par l'Union : ancrage de dictatures dans le monde libre (Grèce, Espagne, Portugal); rapprochement de belligérants historiques (Irlande, Royaume-Uni); intégration de démocraties libérées du joug soviétique.

Jusqu'à ces dernières semaines, même la crise que nous traversons n'avait pas réussi à ébranler ce récit. Sans l'euro, pouvait-on

dire, la pression sur les monnaies nationales aurait été insoutenable. Certes, certains Etats ont souffert de manière particulière. Mais cela est dû, indiquait-on, à leur situation. Pour l'Espagne et le Portugal, on parlait de "bulle immobilière". Pour l'Irlande, de "bulle fiscale". Et pour la Grèce, de falsification des comptes publics ayant conduit à une adhésion prématurée à la zone euro.

Cette idée sur le caractère irréversible de la construction européenne n'avait pas seulement un caractère politique. Elle avait une assise juridique dans la jurisprudence de la Cour de justice UE. Très tôt, celle-ci a indiqué, dans plusieurs arrêts, que les compétences de l'Union étaient transférées, par les Etats membres, de manière définitive. De la même manière, les auteurs des traités ont considéré que le passage à la zone euro est irrévocable. L'idée n'a pas été mise en cause par l'introduction, dans les traités, d'une disposition permettant le retrait d'Etats. A ce jour, cette disposition est perçue comme une astuce permettant que, rassuré sur la possibilité d'en sortir, le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne.

C'est ce récit sur le caractère irréversible de l'Europe qui a été secoué, ces dernières semaines, par la perspective d'un Grexit. Pour la première fois, nous étions confrontés, de manière sérieuse, au départ possible d'un Etat. Il n'en fallait pas plus pour réveiller nos craintes. L'aventure européenne n'est-elle donc pas éternelle ?

Ces craintes sont fondées, en partie, sur les soubresauts traversés au cours de l'histoire. Dans notre imaginaire, il y a,

inscrite au fer rouge, la plongée dans le chaos suivant l'effondrement de Rome après les invasions barbares. Rappelés dans les manuels, il y a aussi les troubles ayant suivi l'apogée carolingienne – des

troubles qui allaient durer des siècles avec l'émergence conflictuelle des nations. Ainsi, l'histoire nous a légué une crainte: celle d'un effondrement, d'une disparition ou d'un morcellement de notre civilisation après un âge d'or.

Au cours du dernier week-end, il est apparu que, en ce qui concerne l'aventure européenne, deux options sont sur la table. Dans la première, chaque avancée réalisée dans la construction euro-

péenne est considérée comme inscrite dans le roc. Tout acquis doit être maintenu, quel qu'en soit le coût. Dans la seconde option, il est jugé non raisonnable de chercher un accord à tout prix. Si cela est nécessaire, un recul est acceptable – à la condition qu'il soit limité dans le temps, dans l'espace, et dans son ampleur. Par exemple, la sortie d'un Etat, en dehors de la zone euro, de manière temporaire, pouvait être imaginée, dans la mesure où elle paraissait nécessaire pour sauver la construction dans son ensemble.

Parmi ces options, la première a recueilli l'unanimité. Mais c'est la seconde qui sera mise en œuvre si les mesures ne sont pas acceptées. Ainsi, il faut préparer nos esprits. Désormais, la construction européenne, dans son état actuel, n'est plus acquise. A ceux qui la trouvent justifiée, il appartient de s'engager pour que dure cette idée considérée comme l'un des projets les plus salutaires, et les plus généreux, ayant vu le jour sur notre planète.